

Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108338 - LUNDI 25 AOÛT 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



Pèlerinage du Père Laval
**Assirvaden fait le point
sur les dispositions en cours**

Page 3



**Le ministre
Ramful
salue le
partenariat
entre Maurice
et le PNUD**

Page 3

PREMIER LEAGUE



Page 8

**WEST HAM 1 CHELSEA 5
Les Blues corrigent
les Hammers**



Page 7



PARIS

**Un homme poignardé
après avoir défendu
sa petite amie insultée
dans le tramway**

Page 2



**L'ONU déclare la
famine à Gaza,
Israël dénonce un
«mensonge»**

Page 4



**La perspective d'une
rencontre entre
Poutine et Zelensky
s'éloigne**

Page 5

Le premier ministre canadien et l'émissaire de Donald Trump à Kiev pour la fête de l'indépendance de l'Ukraine



Ces visites interviennent alors que les perspectives d'un sommet entre les présidents russe et ukrainien s'estompent.

Le premier ministre canadien Mark Carney est arrivé hier à Kiev pour célébrer la fête de l'indépendance ukrainienne, alors que les dirigeants mondiaux font pression pour mettre fin à la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

«En ce jour de fête de l'indépendance ukrainienne, et à ce moment critique de l'histoire de cette nation, le Canada renforce son soutien et ses efforts en faveur d'une paix juste et durable pour l'Ukraine», a écrit Mark Carney sur X à son arrivée dans la capitale ukrainienne.

Les perspectives d'un sommet russe-ukrainien s'éloignent

Le ministre des Affaires étrangères ukrainien Andriï Sybyga a accueilli le premier ministre canadien à la sortie du train, à Kiev, selon des photos partagées sur son compte X. «Nous sommes reconnaissants au Canada de partager ce jour important avec nous et apprécions tout le soutien», a-t-il écrit sur X, expliquant que Mark Carney participera aux célébrations du jour de l'Indépendance et rencontrera le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

La visite de Mark Carney intervient également alors que les perspectives d'un sommet entre les présidents russe et ukrainien s'estompent, une solution défendue par le président américain Donald Trump dans le cadre de ses efforts pour mettre fin à la guerre.

Le même jour, l'Ukraine a lancé une série d'attaques aux drones sur le territoire russe provoquant des incendies dans une centrale nucléaire et un terminal pétrolier. Les forces russes continuent, elles, de progresser lentement sur le front, annonçant samedi avoir pris deux villages dans la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine

Keith Kellogg également à Kiev

L'émissaire américain Keith Kellogg pour l'Ukraine assiste également à la cérémonie de la célébration du Jour de l'Indépendance, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

«Aujourd'hui, le représentant spécial du président Trump, le général Keith Kellogg, est en Ukraine», a déclaré le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis

Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

PARIS

Un homme poignardé après avoir défendu sa petite amie insultée dans le tramway



La victime a reçu six coups de couteau au torse et au ventre, samedi peu après minuit, au niveau de la porte de Vanves. Un suspect, âgé de 42 ans et né au Sénégal, a été interpellé.

Un homme de 30 ans a été poignardé à six reprises à la station de tramway située au niveau de la porte de Vanves (Paris 14e), samedi 23 août peu après minuit, a appris par de sources concordantes.

Un individu de type africain, selon une source policière, aurait importuné,

insulté et bousculé une jeune femme dans le tramway. Il lui aurait notamment fait des avances déplacées. L'agresseur et le compagnon de la jeune femme, lui aussi présent dans le moyen de transport, seraient alors descendus pour s'expliquer.

Coups de couteau au torse et au ventre

Des coups de poing ont d'abord été échangés puis le compagnon de la jeune femme a reçu plusieurs coups de couteau au torse et au ventre. Il s'est effondré au sol avant d'être pris en charge par le SAMU et transporté

en urgence absolue à l'hôpital Georges Pompidou. Ses jours ne sont pas en danger.

L'agresseur, qui avait pris la fuite en direction du 15e arrondissement par le boulevard Lefebvre, a été interpellé et placé en garde à vue. Il avait des traces de sang sur une main et des témoins l'ont formellement reconnu. Le suspect, Debe Issa N., âgé de 42 ans et né au Sénégal, est défavorablement connu des services de police. Une enquête pour tentative d'homicide volontaire a été confiée au 3e district de police judiciaire (3e DPJ), indique le parquet de Paris.

Donald Trump reçoit aujourd'hui son homologue sud-coréen avec l'espoir d'une avancée sur la Corée du Nord

Le président américain pourrait trouver un allié pour se rapprocher du Nord en la personne du nouveau président Lee Jae-myung.

Donald Trump répète à l'envi avoir mis fin à six ou sept guerres en sept mois, mais il est loin d'être parvenu à maîtriser la menace nucléaire de la Corée du Nord, malgré trois rencontres avec le dirigeant Kim Jong-un lors de son premier mandat. La région Asie-Pacifique est la priorité absolue des Etats-Unis, quels que soient les gouvernements démocrates ou républicains, et le milliardaire américain a l'occasion lundi de tenter de peser sur ce conflit jamais réglé entre les deux Corées - un risque pour toute la région - en recevant son homologue sud-coréen Lee Jae-myung, partisan d'un dialogue avec Pyongyang.

Donald Trump, ex-magnat de l'immobilier adepte d'une diplomatie personnelle et transactionnelle, «à l'instinct» selon ses mots, a une «appétence pour faire les gros titres des médias», résume Victor Cha, qui fut conseiller sur l'Asie du président républicain George W. Bush (2001-2009).

Après «un sommet en Alaska (avec le président russe Vladimir Poutine) qui ne s'est pas déroulé comme il le voulait, le président pourrait être bien plus motivé par cette rencontre avec la Corée du Sud, pour qu'il sorte un très bon» résultat, prédit cet expert de la péninsule coréenne, membre du centre d'analyse Center for Strategic and

International Studies (CSIS) à Washington. Donald Trump et Kim Jong-un se sont vus trois fois lors de sommets historiques: à Singapour le 12 juin 2018, à Hanoï le 28 février 2019 et à la toute fin juin 2019, sur la ligne d'armistice démilitarisée de 1953, que le président américain avait franchi symboliquement pour faire quelques pas sur le sol nord-coréen.

Tombés amoureux

Mais en dépit du fait que, d'après le président Trump, les deux hommes soient «tombés amoureux» l'un de l'autre, leurs rencontres n'ont produit aucune avancée majeure. Et la Corée du Nord de 2025 est bien différente de celle de la fin des années 2010. Le pays est certes l'un des plus isolés et sanctionnés de la planète, il n'a jamais fléchi ses programmes nucléaire et balistique militaires et s'est allié à la Russie en lui envoyant plus de 10.000 soldats et des armes pour sa guerre contre l'Ukraine, selon les services de renseignement sud-coréen et américain.

«S'il fallait retenir une seule raison pour laquelle la Corée du Nord n'a que faire d'un dialogue avec la Corée du Sud et les Américains, c'est parce qu'elle reçoit tout de la Russie», analyse Victor Cha. Même le successeur et prédecesseur de Donald Trump, Joe Biden (2021-2025), avait tenté de renouer avec des responsables nord-coréens, sans succès. Le nouveau président américain, qui en sept mois a bouleversé l'ordre diplo-

matique et économique international, pourrait trouver un allié pour se rapprocher du Nord en la personne du président Lee Jae-myung. Le nouveau dirigeant sud-coréen a succédé au conservateur Yoon Suk Yeol, destitué après avoir tenté d'imposer la loi martiale.

Manœuvres communes

Classé à gauche, Lee Jae-myung rejoint le conservateur Trump sur des critiques quant au coût de l'alliance militaire entre les États-Unis et son pays, où sont stationnés 28.500 soldats américains. Il n'a néanmoins pas remis en cause les manœuvres communes avec Washington, qui provoquent la colère de la Corée du Nord. Avant Washington, Lee Jae-myung était samedi au Japon où il a réaffirmé son attachement à l'alliance tripartite avec les États-Unis, en dépit des critiques de la gauche sur le passé colonial nippon au début du XXe siècle.

Alors même que débutait la tournée à l'étranger du nouveau président sud-coréen (sa première hors sommets internationaux), Kim Jong-un s'est rappelé à son souvenir en supervisant samedi des tests de missiles de défense anti-aérienne utilisant des «une technologie unique et spéciale», selon l'agence officielle KCNA. Et Pyongyang a aussi averti samedi Séoul des risques d'escalade en rendant publics des coups de semonce tirés mardi par des soldats sud-coréens à la frontière après une brève incursion de troupes du Nord.

Pèlerinage du Père Laval Assirvaden fait le point sur les dispositions en cours



Le ministre de l'Énergie et des Services publics, M. Patrick Gervais Assirvaden, président du groupe de travail pour le pèlerinage du Père Laval, a effectué jeudi matin une visite du sanctuaire du Père Laval à Sainte-Croix, en vue du prochain pèlerinage qui se tiendra les 8 et 9 septembre 2025.

L'objectif était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de réparation et d'embellissement entrepris dans le sanctuaire et ses environs, et de garantir le bon déroulement du pèlerinage.

Le ministre des Infrastructures nationales, M. Govindranath Gunness; le ministre du Tourisme, M. Christian

Harold Richard Duval ; le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron ; le lord-maire, M. Aslam Hosenally ; ainsi que d'autres personnalités et parties prenantes étaient également présents.

Dans une déclaration, le ministre Assirvaden a souligné que cette visite était l'occasion d'évaluer l'ampleur des travaux à réaliser et de déterminer ceux qui pourraient être réalisés avec plus de diligence afin que tout soit prêt dans les délais impartis avant le pèlerinage.

Il s'est déclaré satisfait des progrès réalisés jusqu'à présent et convaincu que le gouvernement et les acteurs

concernés feront de leur mieux pour que les pèlerins de toutes confessions convergent vers le sanctuaire du Père Laval dans les meilleures conditions.

Jacques-Désiré Laval (18 septembre 1803 – 9 septembre 1864) était un prêtre catholique français qui a servi dans les missions à l'île Maurice. Il est surnommé « l'Apôtre de l'île Maurice » en raison de son travail inlassable auprès des pauvres et des malades. La mort du Père Laval est commémorée chaque année le 9 septembre. Chaque année, le 8 septembre, hommes, femmes et enfants de tout le pays se rendent au sanctuaire du Père Laval à Sainte-Croix, où des prières sont récitées.

Le ministre Ramful salue le partenariat entre Maurice et le PNUD

Le partenariat entre Maurice et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) prend encore plus de sens, car il s'inscrit étroitement dans le programme gouvernemental 2024-2029, axé sur l'action climatique, les énergies renouvelables, la protection sociale, l'éducation et le développement des compétences, ainsi que l'autonomisation des jeunes et des femmes. Cet alignement garantit que notre collaboration est non seulement pertinente, mais aussi efficace, touchant des vies concrètes et durables.

Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Dhananjay Ramful, a fait cette déclaration jeudi lors de la cérémonie d'ouverture de la Journée portes ouvertes 2025 du PNUD à Maurice, au Café du Vieux Conseil de Port-Louis.

La Représentante résidente du PNUD pour la République de Maurice et la République des Seychelles, Mme Amanda Serumaga, ainsi que d'autres personnalités éminentes étaient également présentes à l'événement.

Le ministre Ramful a exprimé la gratitude du gouvernement au PNUD, qui continue de contribuer à traduire les aspirations politiques en actions concrètes grâce à la mobilisation d'expertise et de ressources. Il a rappelé qu'à Maurice, le PNUD a joué un rôle déterminant pour faciliter l'accès au financement climatique, protéger nos océans et notre biodiversité, et promouvoir de nouveaux secteurs tels que l'économie bleue et l'économie circulaire, essentiels au développement continu du pays.

Par ailleurs, le ministre des Affaires



étrangères a souligné que les différents projets, allant de la gouvernance au développement durable, démontrent que le rôle du PNUD n'a jamais été statique, mais qu'il a évolué pour répondre à l'évolution des besoins mondiaux, tout en plaçant l'humain au cœur du développement. Dans cet esprit, il a souligné que Maurice se réjouit de poursuivre sa collaboration avec le PNUD pour renforcer notre résilience face au changement climatique et aux incertitudes mondiales ; exploiter les opportunités offertes par l'économie océanique, la transition verte et la transformation numérique ; et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Mme Serumaga, pour sa part, a souligné que cet événement était l'occasion de célébrer deux événements marquants : les 60 ans du PNUD à l'échelle mondiale ; et les 51 ans du partenariat Maurice-PNUD depuis la

signature d'un accord type d'assistance de base le 29 août 1974. La Journée portes ouvertes, a-t-elle déclaré, est l'occasion de mettre en lumière les progrès accomplis jusqu'à présent et la manière dont le développement peut et doit évoluer au fil du temps, des besoins et des opportunités.

La Représentante résidente du PNUD a présenté six pistes pour que le partenariat Maurice-PNUD produise des résultats concrets. Il s'agit : de rendre les services gouvernementaux plus rapides et plus proches des populations ; d'améliorer les soins de santé grâce à la technologie ; de protéger l'environnement des déchets nocifs ; de créer de nouvelles opportunités pour les entreprises et l'emploi ; de bâtir une économie océanique durable ; et de transformer les idées locales en solutions.

HIGHLIGHTS OF CABINET MEETING

The Cabinet met on Friday under the chairmanship of the Acting Prime Minister, the Hon. Paul Raymond Bérenger, GCSK. The highlights of the deliberations are as follows:

- Cabinet has taken note that the Prime Minister is currently in Japan where he participated in the 9th edition of Tokyo International Conference on African Development (TICAD). The participation of the Prime Minister in this important event has been an occasion for Mauritius to reiterate its appreciation to TICAD's vital role in Africa's transformative journey since its inception in 1993 and to reaffirm its commitment to the strengthening of partnerships between Africa and Japan through the creation of platform geared towards economic development. It was also an opportunity for reinforcement of ties between Japan and Mauritius. During this visit, the Prime Minister inaugurated the new Embassy of Mauritius in Japan.

- Cabinet has agreed to the promulgation of the Consumer Protection (Consumer Goods) (Maximum Mark-Up) (Amendment) Regulations 2025 which details the implementation of the fixed quantum subsidy scheme. Government agreed to the introduction of a fixed quantum subsidy scheme under the Price Stabilisation Fund to alleviate the burden of increasing prices of five selected controlled commodities, namely milk powder, edible oil, infant milk, baby diapers and processed cheese, which will take effect as from Tuesday 26 August 2025. The refund mechanism for five controlled commodities under the subsidy scheme will be implemented by the Mauritius Revenue Authority. The fixed subsidy will be payable to – (a) a wholesaler who sells the selected five commodities to a retailer or final consumer; and (b) a retailer who is not also a wholesaler with respect to his stock of consumer goods held as at 26 August 2025 and sold to the final consumer within three months.

- Cabinet has taken note that the fifth Executive Board Meeting of the World Hindi Secretariat was held on 14 and 15 July 2025 in Mauritius. A five-member delegation led by the Secretary (South) of the Ministry of External Affairs of India, along with representatives from the Mauritian Government participated in the meeting which focused on the promotion of Hindi language and the strengthening of cultural and educational ties between Mauritius and India. As a follow up to the meeting, discussions are being pursued with the Indian side for the revival of the operations and activities of the Secretariat.

- Cabinet has taken note that Mauritius is preparing its forthcoming participation in the 2025 United Nations Climate Change Conference to be held in Brazil in November 2025. The Conference will include the 30th session of the Conference of the Parties (COP30), the 20th meeting of the COP serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, and the seventh meeting of the COP serving as the Meeting of the Parties to the Paris Agreement, as well as the 63rd sessions of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice and the Subsidiary Body for Implementation.

COP30's objectives focus on the implementation of the Paris Agreement through its Action Agenda, which is structured around six key areas, namely Transitioning Energy, Industry, and Transport; Stewarding Forests, Oceans, and biodiversity; Transforming Agriculture and Food Systems; Building Resilience for cities, Infrastructure and Water; Fostering Human and Social Development; and cross-cutting enablers. The overarching goal is to foster a global effort to translate climate agreements into tangible, measurable progress and ensure that climate action connects with people's real lives.

- Cabinet has agreed to the Government of the Republic of Mauritius signing a loan agreement with the Abu Dhabi Fund for Development to co-finance the construction of the Rivière des Anguilles Dam. The Rivière des Anguilles Dam Project comprises the construction of a rockfill dam of a storage capacity of 12.5 million cubic meters (inclusive of a mini hydro power plant), a water treatment plant of capacity of 50 thousand cubic meters per day and downstream works. The project aims to achieve sustainable water supply to meet the increasing demand for water in the southern part of Mauritius. It will contribute to promoting social, commercial, agricultural and economic development in the region.

The project is being financed mainly from external borrowings from a consortium of financing institutions from Gulf countries, namely the Saudi Fund for Development in Africa, the Arab Bank for Economic Development in Africa and the Abu Dhabi Fund for Development.

- Cabinet has taken note that the setting up of the Commission of Experts to look into the reform of the pension system is being finalised. The Commission will start the review exercise shortly. The Ministry of Social Integration, Social Security and National Solidarity is also finalising its reform of the Invalidity Pension System.

- Cabinet has taken note that the Ministry of Public Service and Administrative Reforms will issue drafting instructions to the Attorney-General's Office for the proposed Public Sector Reform Bill. The proposed reforms under the Bill aim to address broader governance issues such as improving systems, recommending corrective measures and enhancing accountability. By benchmarking against frameworks established in other countries, the Public Sector Reform Bill will be designed according to its unique context, while incorporating global best practices to enhance good governance, transparency, and achieve a robust, agile, resilient and citizen-centric public sector.

- Cabinet has agreed to Mauritius endorsing the "New York Declaration on the Peaceful Settlement of the Question of Palestine and the Implementation of the Two-State Solution" adopted by the High-Level International Conference at the United Nations Headquarters in New York. The New York Declaration is an action-oriented outcome document that charts a pathway towards the peaceful settlement of the Question of Palestine and the implementation of the Two-State Solution.

(Continued on page 4)

L'ONU déclare la famine à Gaza, Israël dénonce un "mensonge"

L'ONU a officiellement déclaré une famine à Gaza vendredi, un "mensonge éhonté" selon le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dont le gouvernement menace de destruction totale la ville de Gaza si le Hamas n'accepte pas la paix à ses conditions.

C'est une famine, la famine de Gaza", qui "aurait pu être évitée" sans "l'obstruction systématique d'Israël", a déclaré à Genève le chef des opérations humanitaires des Nations unies, Tom Fletcher.

"Israël n'a pas de politique de famine. Israël a une politique de prévention de la famine", a rétorqué M. Netanyahu, imputant des pénuries, selon lui "temporaires", aux "vols systématiques de l'aide" par le Hamas, dont l'attaque sans précédent le 7 octobre 2023 contre Israël a déclenché la guerre en cours.

Après des mois d'alertes de l'ONU et d'ONG humanitaires, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) onusien, a confirmé qu'une famine était en cours dans le gouvernorat de Gaza (nord).

Le Hamas a appelé à "une action immédiate de l'ONU" pour stopper la guerre, et "l'ouverture sans restriction des points de passage" en vue de "l'entrée urgente et continue de nourriture, médicaments, eau et carburant".

Selon des experts de l'ONU, plus d'un demi-million de Gazaouis affrentent des conditions "catastrophiques", le niveau de détresse alimentaire le plus élevé de l'IPC, caractérisé par la famine et la mort.

"Scandale moral"

La Croix-Rouge a appelé Israël, en tant que puissance occupante, à "subvenir aux besoins de base" des Palestiniens de Gaza. Londres a dénoncé un "scandale moral".

"Il n'y a pas de famine à Gaza", ont affirmé les Affaires étrangères israéliennes, accusant l'IPC d'avoir pondé "un rapport fabriqué 'sur-mesure' pour [le] Hamas".

Chaque jour des journalistes de l'AFP dans la bande de Gaza voient des foules de Palestiniens de tous âges se ruer sur des distributions alimentaires, dont plusieurs ont provoqué des scènes chaotiques et meurtrières, avec l'énergie du désespoir.

Selon l'IPC, la famine devrait gagner les gouvernorats de Deir el-Balah (centre) et Khan Younès (sud) d'ici fin septembre.

L'ONU estime à près d'un million de personnes la population actuelle du gouvernorat de Gaza (Gaza-ville et ses environs) tandis que près d'un demi-million d'autres se trouveraient dans celui de Deir el-Balah, et plus de 500.000 dans celui de Khan Younès.

"Affamer des gens à des fins militaires est un crime de guerre", a rappelé le haut-commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Volker Türk.

"Portes de l'enfer"

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à un "cessez-le-feu immédiat, la libération immédiate de tous les otages et un accès humanitaire total".

Israël avait imposé début mars un total blocus humanitaire aux Gazaouis, entraînant de graves pénuries de nourriture.

Il l'a assoupli à partir de fin mai, mais l'aide internationale autorisée à entrer depuis lors est jugée largement insuffisante par l'ONU et les humanitaires, ce que conteste Israël.

En matière militaire, le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, a menacé la ville de Gaza de destruction totale si le mouvement islamiste palestinien n'acceptait pas la paix aux termes israéliens.

"Bientôt, les portes de l'enfer s'ouvriront" jusqu'à ce que le Hamas accepte "les conditions" israéliennes pour mettre fin à la guerre, "principalement la libération de tous les otages et (son) désarmement" a-t-il écrit sur X.

Jeudi soir, M. Netanyahu, avait ordonné l'ouverture de négociations pour "la libération de tous (les) otages" et la fin de la guerre "dans des condi-

tions acceptables pour Israël".

"Souhaiter la mort"

Une proposition des médiateurs - Egypte, Qatar et Etats-Unis - en vue d'un cessez-le-feu, acceptée lundi par le Hamas, prévoit, selon des sources palestiniennes, une trêve de 60 jours durant laquelle les otages toujours captifs à Gaza - 49 dont 27 morts selon l'armée - seraient relâchés en deux temps en échange de prisonniers palestiniens.

Israël, qui contrôle environ 75% du territoire palestinien, a approuvé cette semaine un plan d'assaut contre Gaza-ville, et annoncé le rappel de 60.000 réservistes supplémentaires.

Depuis, l'étau militaire se resserre sur Gaza-ville.

La Défense civile de la bande de Gaza a recensé vendredi 57 personnes tuées dans des frappes et tirs israéliens sur l'ensemble du territoire.

Compte tenu des restrictions imposées par Israël aux médias à Gaza et des difficultés d'accès sur le terrain, l'AFP n'est pas en mesure de vérifier de manière indépendante ce bilan.

"C'est comme si nous étions en enfer. Je deviens folle", déclare à l'AFP Oum Ibrahim Younès, une mère de quatre enfants de 43 ans, qui vit dans les ruines de sa maison à Gaza.

"Nous attendons la mort, nous en sommes venus à la souhaiter", témoigne Nivine Ahmed, 47 ans, déplacée avec ses cinq enfants dans une tente à l'ouest de Gaza.

L'attaque du 7-Octobre a entraîné la mort de 1.219 personnes côté israélien, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP basé sur des données officielles.

La campagne de représailles israéliennes a fait au moins 62.192 morts dans la bande de Gaza, en majorité des civils, selon le ministère de la Santé du gouvernement du Hamas, dont les chiffres sont jugés fiables par l'ONU.

HIGHLIGHTS OF CABINET MEETING

The Declaration, inter alia, condemns the 07 October attacks by Hamas against civilians as well as the Israeli attacks and siege against civilians in Gaza that has led to a worsening humanitarian crisis and calls for the withdrawal of Israeli forces from Gaza. It calls on Hamas to free all hostages. As per the Declaration, Hamas must end its rule in Gaza and hand over its weapons to the Palestinian Authority. Gaza must be unified with the West Bank as together they form the State of Palestine. It reaffirms that the war in Gaza must end immediately and the implementation of the Two-State Solution is the only political solution to the conflict. The Declaration further sets out a detailed reconstruction plan for Gaza once the war ends and calls upon the international community to support it, through political and financial means.

Mauritius remains committed to its longstanding and principled position in favour of just and sustainable peace in the Middle East based on a Two-State Solution, with an independent and viable Palestinian State existing side by side and at peace with the State of Israel.

- Cabinet has taken note that the Digital Elevation Model utilised for the Land Drainage Masterplan to identify flood-prone areas, would be made public. The Land Drainage Authority will disseminate same.

- Cabinet has taken note of the establishment and forthcoming launching of the National Insurance Claims Database (NICD) platform by the Financial Services Commission in September 2025. The NICD will serve as a centralised online platform to record and track all motor vehicle insurance claims in Mauritius. To operationalise the NICD, the Financial Services Commission which will be hosting and administering the platform, will introduce Rules and Guidelines under the Insurance Act, supplemented by the safeguards of the Data Protection Act to ensure confidentiality and proper use of data.

The NICD forms part of the strategy of the Ministry of Financial Services and Economic Planning as outlined in the Strategy Report 2025–2030 – "Rethinking the Future of Financial Services Industry", to improve the ease and cost of doing business. It will strengthen transparency and accountability within the motor insurance ecosystem and will reinforce the reputation of Mauritius as a jurisdiction committed to sound financial regulation and innovation.

- Cabinet has taken note that the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade intervened on the issue of geopolitical development at the last SADC Council of Ministers held from 12 to 14 August 2025 in Madagascar. He highlighted the need for the SADC region to act collectively and press for a short-term renewal of the African Growth and Opportunity Act (AGOA) till a long-term trade and investment relationship is worked out with the United States (US). The Council took note of the request of Mauritius that the SADC countries should speak together with one voice through the African Diplomatic Corps in Washington and seize all available opportunities to advocate for the US to come up with a solution in anticipation of the need of AGOA by September 2025.

In the sidelines of the SADC meetings, the Minister also had the opportunity to meet Ms M. Higgins, US Deputy Assistant Secretary for Africa Matters to discuss trade related issues. Ms Higgins noted that Mauritius has taken all the measures warranted by the situation, namely engaging with the US administration for consultations and to correct the trade imbalance.

- Cabinet has taken note of the actions being undertaken by the Mauritius Fire and Rescue Service and the Local Authorities for the Ganesh Chaturthi celebration, the Père Laval Pilgrimage, and the Shri Venkateshwara Pooja 2025, to ensure that these events proceed smoothly.

Local Authorities have mobilised their resources and initiated a series of measures, including the cleaning of roads, drains, rivers, riverbanks and immersion sites, coupled with scavenging services throughout the festive and pilgrimage periods. Road patching, resurfacing, and the maintenance of pavements and footpaths are also being undertaken across towns and villages, together with the installation, repair and upgrading of street lighting and the provision of additional floodlights at strategic sites.

- Cabinet has agreed to the Ministry of Education and Human Resource engaging discussions/consultations with concerned stakeholders on the proposed guidelines to control the use of smart mobile devices within school premises. Wide and constructive consultations will be held with, inter alia, associations of educators, rectors, managers, Parent-Teacher's Associations, Student Councils and Information Technology experts from the relevant authorities to discuss fine-tuning of these measures and their eventual implementation at school level.

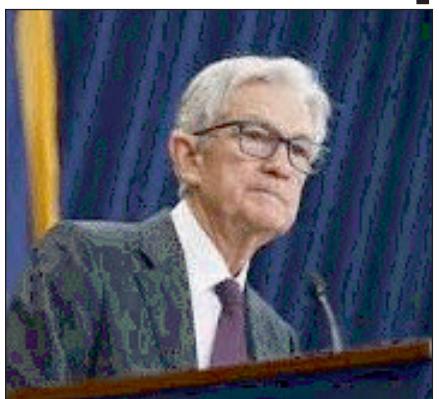
- Cabinet has taken note of the holding of the Convention Nationale sur les Arts et la Culture as from 01 September 2025, over a period of one month at the Municipal City Council of Port Louis. The objectives of the Convention Nationale sur Les Arts et La Culture are, inter alia, to:

- (a) provide a consultative platform where all stakeholders can voice their proposals, expectations, challenges and aspirations;
- (b) align sectoral objectives with the overarching vision of Government for the creative economy;
- (c) encourage cross-sector collaboration between artists, academia, civil society and the private sector;
- (d) identify strategic priorities and concrete measures for the development of the creative economy; and
- (e) support the work of the National Open Arts Commission in developing a Strategic Plan that will guide policy, funding and infrastructure support for the arts and culture sector.

All stakeholders including artists will have the opportunity to voice out their expectations and make recommendations with a view to developing a Strategic Plan for the arts and culture sector. Nine key sectorial areas in the field of creative industries have been identified, namely Visual Arts, Audiovisual, Performing Arts-Theatre, Performing Arts-Dance, Book and Publishing, Music, Event Organisation, Heritage and Cultural Tourism and Creative Industry.

ÉTATS-UNIS

La Fed laisse la porte ouverte à des baisses de taux



Les Etats-Unis approchent du moment où la Fed devra baisser ses taux d'intérêt pour soutenir l'emploi, a estimé vendredi le président de la banque centrale Jerome Powell dans un discours très attendu.

Une dégradation "rapide" du marché du travail américain n'est pas à exclure et pourrait "justifier" une détente de la politique monétaire, et donc des taux d'intérêt, a prévenu le

patron de l'institution depuis les rencontres de Jackson Hole, dans le Wyoming (ouest).

Il ajoute que la Fed se trouve dans une "situation délicate" car les nouveaux droits de douane mis en place par l'exécutif américain commencent dans le même temps à se répercuter sur les prix payés par les consommateurs au risque de raviver l'inflation.

"L'impact des droits de douane sur les prix à la consommation est désormais clairement visible", a-t-il souligné.

En théorie, le risque d'une poussée d'inflation incite les banquiers centraux à laisser à minima leurs taux directeurs inchangés. Mais, s'ils estiment qu'il faut soutenir l'activité pour éviter des licenciements, ils tendent à l'inverse à baisser les taux, qui guident le coût du crédit pour les entreprises et les particuliers.

Les risques augmentent

"Les risques pesant sur le marché

de l'emploi augmentent. Et si ces risques viennent à se matérialiser, ils peuvent se traduire rapidement en hausse des licenciements et du chômage", a observé M. Powell.

Son discours a immédiatement été interprété par les investisseurs comme une façon de préparer le terrain à des baisses de taux à l'occasion de la prochaine réunion de la banque centrale des Etats-Unis, en septembre.

Cela a fait brusquement chuter les taux d'emprunt de la dette américaine: le rendement à deux ans - le plus sensible aux évolutions monétaires - passant ainsi en quelques secondes de 3,78% à 3,71%. Le dollar tombait lui aussi, lâchant environ 0,54%, des taux plus bas étant de nature à plomber le cours d'une devise.

En revanche, Wall Street a applaudi les propos du patron de la Fed, les principaux indices boursiers américains évoluant en nette hausse.

La perspective d'une rencontre entre Poutine et Zelensky s'éloigne

La perspective d'une rencontre entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky s'éloigne vendredi, à entendre les déclarations venues de Moscou, Washington ou Kiev.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a accusé vendredi le président ukrainien de bloquer l'organisation d'une éventuelle réunion avec son homologue russe, au lendemain de critiques similaires du dirigeant ukrainien envers Moscou.

Quant à Donald Trump, qui avait dit lundi lancer les préparatifs pour une telle rencontre, avec l'accord des deux belligérants, il est désormais bien moins affirmatif.

"Nous allons voir si Poutine et Zelensky vont travailler ensemble. Vous savez, c'est un peu comme l'huile et le vinaigre. Ils ne s'entendent pas très bien, pour des raisons évidentes", a dit le président américain à des journalistes à Washington.

"Nous verrons bien, et ensuite nous verrons s'il faudrait ou non que je sois là", a-t-il lâché.

"Deux semaines"

Un peu plus tard, il a dit se donner "deux semaines" pour décider de sa ligne concernant la guerre en Ukraine.

"Ce sera une décision très importante, et soit ce seront des sanctions ou des droits de douane massifs ou les deux, ou soit nous ne ferons rien et dirons: +C'est votre combat+", a-t-il déclaré, depuis le Bureau ovale, en arborant une casquette avec l'inscription "Trump a eu raison sur tout".



Le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, dont l'organisation est au cœur du conflit entre Moscou et Kiev, est en visite en Ukraine, où il a une nouvelle fois appelé les Occidentaux à fournir des "garanties de sécurité solides" à ce pays en cas d'accord de paix avec Moscou.

Donald Trump veut trouver rapidement une issue à l'assaut russe contre l'Ukraine lancé en 2022, et qui se poursuit sans relâche.

Le président américain s'est dit vendredi "pas content" après qu'une frappe russe a

largement détruit dans la nuit de mercredi à jeudi une entreprise américaine dans la ville de Moukatchevo, dans l'ouest de l'Ukraine.

Il a été interrogé à ce sujet juste après avoir exhibé, dans le Bureau ovale, une photographie le montrant avec Vladimir Poutine pendant leur rencontre il y a une semaine en Alaska, en précisant qu'elle lui avait été envoyée par le président russe.

"Je vais la signer pour lui", a lancé Donald Trump.

Malgré les efforts de médiation du président américain, qui a vu son homologue

russe, puis rencontré lundi le président ukrainien et plusieurs dirigeants européens, les positions des deux camps semblent toujours irréconciliables.

Vendredi, Sergueï Lavrov a annoncé qu'il n'y avait, à ce stade, "pas de rencontre prévue" entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky.

"Poutine est prêt à rencontrer Zelensky lorsque l'ordre du jour de ce sommet sera prêt. Et cet ordre du jour n'est absolument pas prêt", a-t-il déclaré dans une interview à la chaîne américaine NBC.

"Garanties solides"

Volodymyr Zelensky, qui s'est de son côté dit à de nombreuses reprises ces derniers mois prêt à rencontrer Vladimir Poutine, a accusé vendredi la Russie de "tout faire pour empêcher cette rencontre d'avoir lieu".

Il a reçu le soutien de Mark Rutte. "Des garanties de sécurité solides seront essentielles" pour que la Russie "ne tente plus jamais de s'emparer d'un seul kilomètre carré du territoire ukrainien", a plaidé le secrétaire général de l'Otan.

Selon Mark Rutte, deux formes de garanties sont envisagées : un renforcement de l'armée ukrainienne ou une implication plus directe des pays européens et des Etats-Unis. Autant d'alternatives auxquelles s'oppose catégoriquement la Russie.

"Il est clair que les États-Unis seront impliqués", a par ailleurs assuré Mark Rutte.

ESPAGNE

La fin des incendies "se rapproche", selon les autorités

La Protection civile espagnole a estimé samedi que la fin des incendies ravageant le pays depuis deux semaines "se rapproche", après avoir fait quatre morts et détruit des centaines de milliers d'hectares.

Malgré des foyers encore actifs et de nombreuses évacuations, les autorités espagnoles font preuve d'optimisme. La directrice générale de la Protection civile a déclaré samedi 23 août que la fin des incendies qui ravagent l'Espagne depuis deux semaines, ont fait quatre morts et détruit des centaines de milliers d'hectares "se rapproche".

"Il ne reste plus grand-chose et la fin se rapproche", a annoncé Virginia Barcones à la télévision publique TVE. Il s'agit d'incendies très "trahis" et "il faut faire un dernier effort pour mettre fin à cette terrible situation", a-t-elle toutefois ajouté.

"Le sentiment général est celui d'une

amélioration, d'une évolution favorable, que le pire est passé", a-t-elle insisté.

Toutefois, il reste selon elle "18 incendies de forêt actifs, dont 17 sont en situation opérationnelle", c'est-à-dire qu'ils représentent un danger pour les personnes et les habitations. Celui de Igüeña, dans la région de Castille-et-Leon (nord-ouest) est "particulièrement" inquiétant, a-t-elle ajouté.

Le Portugal voisin connaît également une accalmie sur le front des feux de forêt depuis jeudi, grâce à la baisse des températures. La présidence portugaise a néanmoins annoncé samedi le décès d'un pompier blessé en combattant les flammes à Sabugal, près de la frontière espagnole.

En Espagne, des centaines de personnes et de nombreux villages sont toujours évacués en raison de la menace des incendies, mais de nombreux habitants ont pu regagner leur domicile au cours des dernières 24 heures.

Ces grands incendies ont particulièrem



ment touché toute la moitié ouest du pays, les régions de Galice, Castille-et-Leon et Estrémadure. Ils ont débuté au milieu d'une vague de chaleur qui a duré 16 jours, avec des températures de 40 °C dans tout le pays, voire 45 °C dans plusieurs régions du

Sud.

Avec la fin de cette vague, une humidité plus élevée et des vents moins forts, "les conditions sont plus favorables" pour éteindre les incendies, a observé Virginia Barcones.

L'organisation des États américains appelle à soutenir davantage Haïti, miné par les gangs

Le pays le plus pauvre des Amériques pâtit depuis longtemps des violences des bandes criminelles, accusées de meurtres, viols, pillages et enlèvements, dans un contexte de profonde crise politique.

Le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) a appelé à accroître le soutien diplomatique et financier à Haïti, confronté à une grave crise sécuritaire, humanitaire et politique, sur fond de violence des gangs. Pays le plus pauvre des Amériques, Haïti pâtit depuis longtemps des violences des bandes criminelles, accusées de meurtres, viols, pillages et enlèvements, dans un contexte de profonde

crise politique. Le pays a connu un regain de violence début 2024 avec une série d'attaques contre des infrastructures essentielles de la capitale, contrôlée en grande majorité par les gangs.

«Il faut rebâtir la confiance et convaincre la communauté internationale de s'engager dans cet effort aux côtés des Haïtiens, tant ceux qui se trouvent en Haïti qu'à l'étranger», a déclaré le chef de l'OEA Albert Ramdin, qui s'est entretenu vendredi avec l'AFP dans le cadre de la publication d'une feuille de route appelant à venir en aide au pays caribéen. «Nous avons également besoin d'argent. Vous pouvez élaborer le meilleur plan qui soit, mais si vous ne pou-

vez pas le financer, cela ne sert à rien. Je vais donc demander à chaque État membre: 'A quel niveau souhaitez-vous aider?»», a ajouté cet ancien ministre des Affaires étrangères du Suriname.

Regain de violence

La nouvelle feuille de route de l'organisation se concentre par ailleurs sur l'aspect sécuritaire face à la violence des gangs. Soutenue par l'ONU et menée par le Kenya, une mission internationale est déployée depuis 2024 dans le pays. Mais cette mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) peine à contenir la violence, faute de moyens notamment. Le regain de violence début 2024 avait provoqué la démis-

sion du Premier ministre de l'époque, Ariel Henry, et l'instauration d'un Conseil présidentiel de transition.

Ce dernier assure vouloir organiser des élections avant la fin de son mandat en février 2026. «Je ne suis pas optimiste. Ce n'est pas impossible mais il faudrait que beaucoup de choses se produisent», a commenté à ce sujet M. Ramdin. L'ONU avait lancé en février un appel aux dons de plus de 900 millions de dollars pour aider Haïti, où près de la moitié de la population subit une insécurité alimentaire aiguë. Plus de 3.000 personnes ont été tuées dans le pays dans les six premiers mois de 2025, selon l'ONU.

Pour Jean-Luc Mélenchon, le mouvement du 10 septembre est «une immense colère populaire qui est cadenassée et cherche à s'exprimer»



Le chef de file de la France insoumise, invité de BFMTV ce samedi soir en marge des universités d'été du parti, a aussi indiqué vouloir que le mouvement du 10 septembre intitulé «Bloquons tout» se mue en une «grève générale».

Encourager la «lutte», oui. Mais «bord*iser» le pays, ce n'est pas l'objectif. C'est ce qu'assure Jean-Luc Mélenchon, interrogé sur son soutien au mouvement de blocage prévu par les syndi-

cats le 10 septembre lors d'une grande interview sur BFMTV ce samedi. En marge des universités d'été de la France insoumise, qui se déroulent depuis jeudi à Châteauneuf-sur-Isère, près de Valence, le chef de file du parti d'extrême gauche est revenu sur ce mouvement nommé «Bloquons tout», initié sur les réseaux sociaux, repris par les syndicats et que LFI encourage.

«On ne sait plus qui, là-dedans, est à l'initiative, a déclaré le leader insoumis,

mais il y a une immense colère populaire qui est cadenassée et qui cherche à s'exprimer de toutes les manières possibles». Dans le 13h de TF1, toujours ce samedi, Jean-Luc Mélenchon avait appelé les sympathisants de LFI à «tous s'investir» dans le cadre des appels à bloquer le pays. «Je ne veux pas le b*rdel, je veux l'ordre républicain», assure-t-il. Mais forte de son expérience en termes de «luttes», LFI peut apporter son expertise, «aider» les contestataires et «donner un débouché politique» à leur initiative, assure-t-il.

Risque d'éparpillement

Jean-Luc Mélenchon insiste : pour réussir, la mobilisation de ceux qu'il appelle les «septembristes», qu'il compare aux «Gilets jaunes» en 2019, doit s'inscrire dans la durée et ouvrir d'autres perspectives. « Si l'action est réussie le 10, la question c'est : que fait-on le 11, et le 12 ? » s'interroge-t-il, mettant aussi en garde contre le risque d'éparpillement. «Il ne faut pas effilocher» le mouvement. «Ce qui serait le mieux, ce serait que l'appel du 10 septembre soit un appel à une grève générale», estime-t-il. Derrière cette contestation, Jean-Luc Mélenchon pointe la responsabilité de François Bayrou, dont il conteste la politique d'austérité. Le premier ministre veut défendre à la rentrée un projet budgétaire d'économies massives évalué à 43,8 milliards d'euros.

Pour le leader d'extrême gauche, le chef

du gouvernement, dont il compte voter la censure, est «irresponsable» en ce qu'il applique une «politique des classes» et fait preuve d'un «mépris» et d'une «indifférence à l'égard des autres». «Les 43 milliards, il n'y a qu'à les reprendre là où ils se trouvent», à savoir du côté des riches, défend Jean-Luc Mélenchon, appelant à taxer les superprofits ou instaurer la taxe Zucman sur le patrimoine. Et d'insister : «On a passé son temps à arroser le système des actionnaires dans ce pays. Ce sont eux qui sont les premiers gagnants de ces milliards de dettes», croit savoir le leader insoumis.

Interrogé également sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine, Jean-Luc Mélenchon a précisé ses propos, tenus aujourd'hui sur TF1, lorsqu'il affirmait que «les frontières à la fin de l'empire soviétique n'ont jamais été définies d'un commun accord» et appelait une consultation des populations par référendum, estimant que Volodymyr Zelensky, n'ayant «plus de mandat depuis 3 mois», n'est pas légitime. «La paix, c'est d'abord un cessez-le-feu et ensuite des garanties démocratiques. Mais faisons voter», a déclaré le leader de LFI, souhaitant des élections organisées par l'ONU. De même, au sujet d'éventuelles «forces de réassurances» comme garantie de sécurité, il souhaite qu'il s'agisse de forces onusiennes. «Personne ne pourrait s'y opposer puisque les Russes eux-mêmes sont membres de l'ONU», a-t-il argué.

En RDC, la justice requiert la peine de mort contre Joseph Kabil

En accusant son ancien président de trahison et de collusion avec le M23, la justice congolaise met en procès une époque et ses ambiguïtés politiques.

Jamais la République démocratique du Congo (RDC) n'avait connu pareille séquence judiciaire. Depuis le 25 juillet, Joseph Kabil, qui a dirigé le pays entre 2001 et 2019, est jugé par contumace devant la Haute Cour militaire de Kinshasa. L'ancien président, introuvable malgré plusieurs tentatives de notification, n'a jamais comparu. Mais le procès avance, porté par les avocats de la République, déterminés à faire de cette affaire un symbole de la rupture avec l'impunité des élites.

Ce jeudi 21 août, lors de la quatrième audience consacrée aux plaidoiries, la tension a franchi un nouveau cap. L'accusation a dressé un réquisitoire implacable contre l'ex-chef de l'État, l'accusant de crimes de guerre, de trahison et d'avoir usurpé jusqu'à son identité.

L'ombre d'Hippolyte Kanambe

Au cours de l'audience consacrée aux plaidoiries ce jeudi 21 août, les avocats des parties civiles représentant la République démocratique du Congo ainsi que les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et de l'Ituri ont tenté de démontrer que Joseph Kabil aurait usurpé l'identité de Laurent-Désiré Kabil présentée comme son « père adoptif sociologique et non juridique ». D'après eux, l'ancien chef de l'État congolais serait de nationalité rwandaise. Des accusations qualifiées de ridicules et dangereuses pour les membres de la plateforme politique de Kabil.

Derrière ce débat identitaire explosif se cache une stratégie : si Joseph Kabil n'est pas congolais, il ne peut pas être jugé pour trahison, mais bien pour espionnage. Une qualification plus lourde, aux yeux des parties civiles, qui l'accusent d'avoir agi comme le véritable chef de la rébellion du M23.

Des crimes passibles de la peine capitale

Le dossier d'accusation est tentaculaire. Joseph Kabil est poursuivi pour son rôle présumé dans la création de l'Alliance fleuve Congo (AFC), mouvement politico-militaire dont la branche armée, le M23, occupe aujourd'hui de vastes zones du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Le réquisitoire l'accuse d'avoir commandité l'homicide intentionnel de 31 civils, tenté d'en tuer 21 autres, et organisé l'occupation armée de la ville de Goma en janvier 2025. Au Sud-Kivu, il est poursuivi pour viols, tortures et homicides par balles.



À cela s'ajoutent des accusations de déportation, de complot, d'apologie du terrorisme lors d'une interview au Sunday Times le 23 février dernier, et de participation active à un mouvement insurrectionnel. Des faits qui, en RDC, sont passibles de la peine de mort depuis la levée du moratoire sur les exécutions en 2024.

Sénateur à vie ou pas, vous êtes soumis à la loi

Pour les avocats de la République, le procès doit marquer une rupture. « Il a commis des crimes graves contre la paix et l'humanité, en violation de l'article 9 portant statut des anciens présidents de la République, article qu'il avait lui-même promulgué », insiste au micro du Point Afrique, Me Richard Bondo. « Sénateur à vie ou pas, vous êtes soumis à l'autorité de la loi. C'est ça l'expression claire d'un État de droit. »

Dans leur plaidoirie, ils exigent non seulement la condamnation de l'ancien président, mais aussi le versement de plus de 24 milliards de dollars de dédommagements et la confiscation de ses biens et comptes bancaires. « Ce procès va servir de leçons pour les autres. Les peuples congolais recherchent l'État de droit », insiste MeRichard Bondo.

Un procès « politique », selon ses partisans

Pour le camp Kabil, ce procès n'a rien de judiciaire. Ferdinand Kambere, secrétaire permanent du Parti du peu-

ple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), dénonce une opération de diversion orchestrée par le pouvoir en place : « C'est devenu une proie facile pour le pouvoir d'essayer de placer un voile pour que la population ne puisse voir leurs échecs de non-gouvernance, que ce soit sur le plan diplomatique, militaire ou social », accuse-t-il.

Les doutes sur un procès équitable

Le procès interroge aussi la société civile. Jean-Claude Katende, coordonnateur de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), met en garde : « Puisque le ministère public, qui accuse, s'exprime au nom de la République, et que les avocats de celle-ci mettent également en cause l'ancien président Kabil, la question demeure : n'assiste-t-on pas à un procès à sens unique ? »

Il redoute que l'absence de l'accusé ne conduise à une justice de façade : « Est-ce qu'ils ont l'esprit d'indépendance pour pouvoir acquitter Joseph Kabil dans le cas où les preuves versées au dossier s'avéreraient insignifiantes ? Dans la situation actuelle, ne risquent-ils pas de subir des représailles de la part de ceux qui veulent absolument que l'ancien président soit condamné ? »

Un réquisitoire implacable

Ces mises en garde n'ont pas empêché l'auditeur général des Forces armées, le lieutenant général Jean-René Likulua Bakulia, de frapper un grand coup lors de l'audience du 22 août. S'exprimant devant la Haute Cour militaire, il a réclamé la peine capitale contre l'ancien président.

« C'est lui le boss [de l'AFC/M23, NDLR] », a-t-il martelé à plusieurs reprises, reprenant l'argument central de l'accusation : Kabil serait le véritable chef de la rébellion. L'auditeur général a ordonné son arrestation immédiate, malgré son absence au procès.

Le verdict est attendu dans les prochains jours. Mais déjà, ce procès historique divise profondément la RDC. Pour ses partisans, il s'agit d'une manœuvre politique destinée à écarter l'ancien président de la scène nationale. Pour ses adversaires, il marque au contraire un tournant décisif : la fin de l'impunité des chefs d'État et l'avènement d'une justice qui ose juger les plus puissants.

Dans un pays encore meurtri par les violences à l'Est et engagé dans des négociations de paix fragiles avec le M23 à Doha, la condamnation éventuelle de Joseph Kabil à la peine de mort ferait date. Mais elle pourrait aussi, prévenant certains, rallumer des plaies politiques et communautaires que la RDC peine déjà à cicatriser.

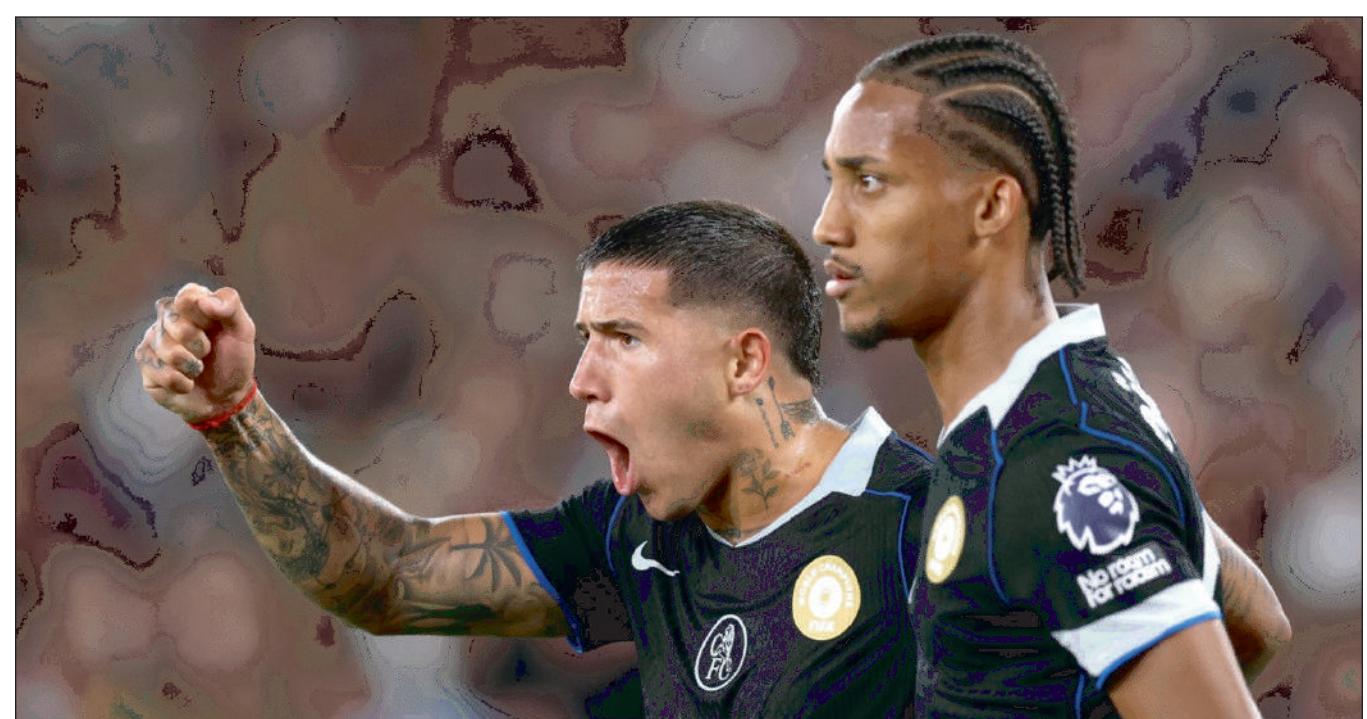
PREMIER LEAGUE**WEST HAM 1 CHELSEA 5****Les Blues corrigeant les Hammers**

Hormis l'ouverture du score magnifique de Lucas Paqueta (6e), West Ham a connu un calvaire ce vendredi en ouverture de la 2e journée de Premier League. Les Hammers, à domicile, ont été mis à l'amende par une équipe de Chelsea retrouvée. Après avoir concédé le nul lors du premier match, les Blues ont renversé la rencontre (5-1), avec le premier but de leur recrue João Pedro en championnat.

Chelsea inflige une véritable correction à West Ham ! Pourtant mal engagés en début de match après le but fantastique signé Lucas Paqueta (6e), les Blues ont déroulé leur football et ont gagné 5-1, profitant des largesses défensives béantes de leur adversaire du soir. João Pedro de la tête (15e), Pedro Neto (23e) et Enzo Fernandez (34e) ont donné deux buts d'avance au retour des vestiaires. Moses Caicedo (54e) et Trevoh Chalobah (58e) ont alourdi la marque et puni la passivité des Hammers. Les Blues lancent officiellement leur saison, en revanche, c'est déjà la crise à West Ham.

West Ham, un éclair puis la nuit

Les vainqueurs de la toute première Coupe du Monde ont été quelque peu déçus après leur triste 0-0 face à Crystal Palace. Avec un effectif pléthorique et des ambitions grandissantes, le London Stadium était l'endroit pour passer un message. D'abord dominateurs, les Blues ont pris un petit coup sur la tête, de nulle part, quand Lucas Paqueta a tenté sa chance de loin pour trouver la lucarne de Robert Sanchez (6e).



Réussite maximale pour des Hammers qui ont eu du mal tout au long de la rencontre à exister offensivement. Tout l'inverse de leur voisin londonien qui est revenu au score dix minutes plus tard par une combinaison sur corner conclue par Joao Pedro (1-1, 15e). La machine est lancée pour de bon et s'est trop emballée lorsque Niklas Füllkrug a pensé redonné l'avantage aux Hammers. Un but finalement refusé pour hors-jeu (17e). Et comme un symbole, Chelsea s'est montré intractable quelques instants plus tard. Sur un centre millimétré de Joao Pedro, Pedro Neto a envoyé le ballon au fond des filets (2-1, 23e).

Le cauchemar de Mads Hermansen

Les Blues n'ont pas desserré leur étreinte pour autant. Joao Pedro s'est essayé de loin avant de voir son jeune compatriote Estevao offrir sa toute première offrande en

Angleterre pour Enzo Fernandez (3-1, 34e), bien aidé par le placement hasardeux de Mads Hermansen. Le nouveau gardien des Hammers a vécu un véritable calvaire. D'abord en réussite sur le raté d'Enzo Fernandez aux abords de la surface, le portier danois est coupable sur les deux derniers buts adverses, tous deux sur corner. Moises Caicedo et Trevoh Chalobah ont profité d'erreurs grossières du gardien adverse (54e et 58e).

West Ham a tenté de réagir, timidement, en fin de match, lorsque tout était joué. L'entrant Kyle Walker-Peters a pensé inscrire un second but pour son équipe mais Caicedo en a décidé autrement en dégagéant sur la ligne (71e). Avec 8 buts encaissés en deux rencontres, West Ham est au fond du trou tandis que Chelsea s'est remis à l'endroit et débute officiellement sa saison.

BOURNEMOUTH 1**WOLVES 0****Les Loups déjà dans la tourmente**

Bournemouth a entamé sa saison de Premier League avec une victoire 1-0 contre les Wolves, dont Toti Gomes avait été expulsé pour une faute professionnelle.

Malgré une défaite 4-2 à Liverpool lors du premier week-end, les Cherries ont fait preuve de verve et de confiance en prenant l'avantage dès la quatrième minute grâce à une frappe déviée de Marcus Tavernier.

L'avantage aurait pu être plus grand lors de ce début de match dominant, mais Antoine Semenyo a heurté la barre transversale à bout portant.

Les Wolves ont rarement menacé et leur tâche s'est compliquée lorsque Gomes a écopé d'un carton rouge direct pour avoir bousculé Evanilson alors que le joueur de Bournemouth filait vers le but.

Semenyo, victime d'insultes racistes avant de marquer un doublé à Anfield, a menacé tout au long du match sur le côté gauche, tandis que Tyler Adams a réalisé un bel arrêt face au gardien des Wolves, José Sa. L'ailier marocain Amine Adli, arrivé en milieu de semaine pour 25 millions de livres sterling en provenance du Bayer Leverkusen, a fait ses débuts à Bournemouth à la 66e minute.

La tête de Jorgen Strand Larsen sur un centre de Ki-Jana Hoever en première période a forcé le gardien de Bournemouth Djordje Petrovic à effectuer un plongeon, alors que les Wolves cherchaient l'égalisation sans jamais vraiment convaincre dans le dernier tiers du terrain.

C'est deux défaites consécutives pour eux et, poursuivant leur forme, l'équipe de Vitor Pereira a perdu cinq de ses six derniers matchs de Premier League.



PREMIER LEAGUE

ARSENAL 5 LEEDS 0

Les Gunners gagnent mais avec de la casse, Saka et Odegaard blessés

Arsenal s'est lancé pour de bon.

Vainqueurs sans briller à Old Trafford, les Gunners ont signé cette fois un carton à l'Emirates face au promu Leeds (5-0). Dans d'une rencontre où Viktor Gyökeres a marqué son premier doublé et Max Dowman (15 ans) connu ses premières minutes en Premier League, Arsenal a perdu sur blessure ses deux cadres Martin Odegaard (épaule) et Bukayo Saka (ischios).

Le promu n'a pas fait le poids. Dans une rencontre à sens unique, Arsenal a surclassé Leeds pour s'offrir une deuxième victoire en autant de journées de Premier League, ce samedi à l'Emirates Stadium (5-0). Un succès marqué par le premier doublé sous ses nouvelles de Viktor Gyökeres, mais entaché des sorties de Martin Odegaard et Bukayo Saka, blessés.

Nouveau numéro 10 des Gunners, présenté juste avant la rencontre, Eberechi Eze a pu constater des tribunes ce que beaucoup savaient déjà : les hommes d'Arteta seront de sérieux candidats au titre cette saison. Contre un promu également vainqueur de son premier match, face à Everton, les locaux ont ronronné pendant une bonne demi-heure, avant de s'en remettre à une recette désormais bien connue. À la réception d'un corner, Timber a adressé une tête décroisée pour tromper Perri et ouvrir le score (1-0, 34e).

Gyökeres a douté, avant de se rassurer

De quoi faire oublier une énorme opportunité manquée par Gyökeres au quart d'heure de jeu, qui a semblé avoir du mal à se positionner tout au long du premier acte. Après avoir vécu un baptême compliqué à Old Trafford dimanche dernier, le Suédois a dû attendre le retour des vestiaires pour s'illuminer. Profitant de Peacock's moins com-



pacts défensivement, et assommés juste avant le repos par une frappe limpide de Saka (2-0, 45e+4), l'attaquant a fait le break, d'une frappe croisée au premier poteau (3-0, 54e).

Entre temps, Martin Odegaard était sorti sur blessure. Premier des deux coups durs de l'après-midi pour les Londoniens, contraints de déplorer également la blessure de Bukayo Saka peu avant l'heure de jeu. Pas de quoi cependant changer la physionomie

de la partie : Leeds, perturbé par le contre-pressing adverse, n'est jamais parvenu à se montrer dangereux, encaissant deux nouveaux buts par Timber, encore à la suite à un corner (4-0, 56e), puis Gyökeres sur penalty (5-0, 90e+5).

Dowman, une sacrée précocité et des étincelles

Deux doublés qui permettent à Arsenal, à l'issue d'une fin de rencontre ayant aussi

vu les premières minutes en professionnel du jeune Max Dowman (15 ans), de prendre provisoirement la tête du championnat. Une manière idéale de préparer le déplacement à Liverpool du week-end prochain, qui livrera sans doute une première vérité sur les forces en présence. Avec plus de 300 millions dépensés sur le mercato, les Gunners ont en tout cas montré qu'ils n'avaient plus le temps d'attendre.

**Manchester City 0 Tottenham 2
Un faux pas des Sky Blues**

Tottenham a prolongé son début de saison parfait sous la direction de son nouvel entraîneur Thomas Frank en infligeant une défaite 2-0 à Manchester City à l'Etihad Stadium, remportant ainsi sa deuxième victoire de la saison en Premier League.

Les Spurs se sont forgé une réputation de bête noire de City ces dernières années, portant leur total de victoires dans la moitié bleue de Manchester à trois lors de leurs cinq dernières confrontations, dont une défaite 4-0 en novembre dernier, au cœur du célèbre effondrement de City.

L'approche tactique de Frank, comme celle de son prédécesseur Ange Postecoglou, a mis en lumière les principales faiblesses de City. C'est seulement la sixième fois sous Pep Guardiola qu'ils sont menés de deux buts ou plus à la mi-temps à domicile en championnat, Tottenham étant désormais responsable de la moitié de ces pertes.

Les Spurs ont frappé cliniquement en contre-attaque via un but en échappée de Brennan Johnson, nécessitant la VAR pour annuler une décision de hors-jeu injustifiée, avant que le débutant à domicile James Trafford ne se révèle beaucoup moins calme sur le ballon que l'absent Ederson - qui a fait l'objet d'intenses spéculations de transfert cet été, et qui a regardé depuis le

banc.

Après le match, Guardiola a déclaré au sujet de la sélection de Trafford : « James a fait un bon premier match, j'ai pris la décision de le voir continuer. Le poste de gardien est particulier, il faut être plus régulier dans les buts, mais j'ai appris au fil des ans qu'avec ce nombre de matchs, tout le monde est prêt à jouer. »

Le but de Trafford a offert à João Palhinha son premier but sous les couleurs de Tottenham dans le temps additionnel de la première mi-temps. Malgré les retours de Phil Foden et Rodri en deuxième période, City était loin de l'équipe créative qui avait infligé quatre buts aux Wolves le week-end dernier.

Les visiteurs ont récolté les points mérités par leur performance – une réponse impressionnante à la déception d'avoir vu leur transfert d'Eberechi Eze annulé par Arsenal cette semaine – et ont permis aux supporters visiteurs de scander joyeusement « Nous sommes en tête du championnat ». Reste à savoir combien de temps durera cette extase de début de saison.

Pep déplore le manque de « choses simples »

Ce qui nous manque, ce sont les choses simples. L'effort et la capacité à courir sont extraordinaires depuis de nombreuses années, donc je n'ai aucun doute, ce n'est pas par manque d'énergie. Les entraîne-



ments ont été vraiment bons. Mais sous la pression, les choses simples nous ont manqué, comme une meilleure compréhension de ce que nous devions faire.

Dans le dernier tiers, nous nous créons des occasions, ce n'est jamais facile, mais nous en créons suffisamment. C'est arrivé, c'est le football, ce n'est que le deuxième match. La semaine dernière, après Wolverhampton, les gens disaient : "OK, maintenant tout va bien", et moi : "Ce n'est pas que le premier match". Beaucoup de

choses vont se passer. Je sais sur quoi nous travaillons et tout ce que j'ai de positif. Nous devons progresser, étape par étape, nous trouverons le déclic, les bonnes connexions et beaucoup de nouveautés.

À propos de l'absence de Manuel Akanji et d'Illay Gundogan : « J'ai dit à plusieurs reprises qu'avec un effectif plus étendu, il fallait faire tourner les joueurs. Le prochain match sera peut-être un autre. J'essaie de faire participer tout le monde. »